

non seulement les pauvres qui doivent payer des impôts au-dessus de leurs moyens, mais même les présidents des banques. Je suis persuadé que les réactions de la population à la suite du discours prononcé à Montréal par le président de la Banque de Commerce canadienne impériale à peine trois jours avant la publication de l'éditorial du 30 novembre ont inquiété le ministre des Finances. En faisant allusion aux impôts et aux politiques financières du gouvernement, M. Neil J. McKinnon a déclaré à une conférence d'administrateurs financiers que la plus grande partie de la population, qui était la moins bien préparée à se protéger contre les conséquences, avait été victime d'une escroquerie. Permettez-moi de vous donner un exemple. Un homme qui a acheté une obligation du gouvernement de \$1,000 avec un intérêt de 4.5 p. 100 il y a neuf ans, ne pourrait la vendre maintenant que \$790. Pourquoi? C'est que le prix de l'argent a été anormalement soufflé, de même que celui de toutes les autres marchandises. Le pouvoir d'achat de \$790 serait inférieur à celui de \$600 à l'époque de l'émission de l'obligation qui devait arriver à échéance après 25 ans. Par conséquent, ceux qui avaient confié leurs épargnes au gouvernement ont perdu 40 p. 100.

C'est un exemple de la «vaste escroquerie», pour reprendre l'expression de M. McKinnon, dont sont victimes les moins capables de se défendre.

Le Nouveau parti démocratique a, dans son amendement, blâmé le gouvernement pour ses politiques financières. Toutefois, le représentant d'York-Sud (M. Lewis), porte-parole de ce parti, a exposé ensuite les politiques que, d'après lui et ses collègues, le gouvernement devrait appliquer. Ce qui me semble étrange, c'est que les politiques qu'ils préconisent sont les mêmes que celles qui ont été appliquées par un gouvernement travailliste en Grande-Bretagne, politiques qui ont mis ce pays à genoux, financièrement parlant, au point de l'obliger à dévaluer la livre. Et malgré cette mesure draconienne, sa situation financière ne laissera d'être précaire au cours des deux ou trois prochaines années. Les députés ne se rendent-ils pas compte que ces nouvelles politiques financières qu'on préconise de substituer à celles mises en œuvre par le gouvernement ne valent pas mieux que celles que défend le ministre des Finances? Le moment est pourtant venu de tenter de donner une nouvelle orientation à nos politiques économiques.

Notre pays possède des richesses incalculables, assez pour remplir sans peine les besoins de tous les Canadiens et davantage.

[M. Thompson.]

Ce n'est pas un problème de production, mais plutôt de distribution. L'argent a été conçu comme moyen de distribution entre les producteurs et les consommateurs. En fin de compte, il n'y a pas de raison pour produire un article, si ce n'est que quelqu'un, quelque part, tient à le consommer ou à l'utiliser. Pourtant, les politiques financières appliquées par le gouvernement actuel et le gouvernement précédent, ainsi que celles qu'a proposées le Nouveau parti démocratique, se sont révélées incapables de remédier à nos problèmes.

A l'heure qu'il est, les Canadiens ont perdu toute confiance dans leur économie. D'aucuns, en veine d'antiaméricanisme, se plaignent des effets des placements des États-Unis au Canada. Je l'ai déjà dit, et je le répète, les Américains ont plus confiance dans le Canada que les Canadiens eux-mêmes, en matière de placements. Je parle ainsi, car chaque Canadien place \$3 aux États-Unis pour chaque dollar investi au Canada par des Américains.

Je lisais un article, l'autre jour, sur le progrès des affaires à la Bourse de Chicago. L'auteur y déclarait que la hausse sensible enregistrée cette année dans le volume des échanges était attribuable surtout au commerce accru des Canadiens. C'étaient les Canadiens qui avaient activé le volume des affaires. Nos maisons de courtage confirment le fait que les Canadiens ont plus confiance dans l'économie des États-Unis qu'en la leur et qu'ils sont plus disposés à placer leur argent dans des valeurs et obligations des États-Unis que dans des entreprises canadiennes. Cela tient, je pense, au fait que les politiques de nos gouvernements, au pays, enlèvent aux Canadiens toute confiance dans leur économie.

Il est vrai que notre population est relativement peu considérable, vingt millions d'âmes seulement. Néanmoins, si nous pouvions seulement utiliser notre crédit, si nous pouvions seulement nous servir de notre savoir-faire dans la mise en œuvre de nos ressources, faire évoluer nos politiques financières de façon à satisfaire à nos exigences, la situation financière que nous envisageons actuellement ne présenterait aucune difficulté.

● (4.30 p.m.)

J'aimerais citer quelques passages d'un éditorial paru dans le *Journal* d'Edmonton du 15 mars dernier, à l'appui de mon argumentation. Dans l'article en question, on cite les propos suivants de M. George Rogers, président de la Canadian Economic Foundation:

Actuellement, nous sommes entraînés sur la piste de montagnes russes et nous y sommes prisonniers. Pour empêcher les prix d'augmenter, il faudrait immédiatement imposer un plafond aux dépenses du gouvernement; et pour abaisser les prix, il